

# APRÈS LA CHUTE DE GUY MOLLET, LA FIN D'UNE ÉQUIVOQUE...

Après seize mois d'exercice du pouvoir, Guy Mollet est tombé.

C'est, paraît-il, le record de la durée ministérielle depuis le cabinet que présida feu Raymond Poincaré.

Si l'on en juge par les «*résultats*» que nous a valu cette insolite stabilité gouvernementale, on est en droit de trouver des mérites certains aux instabilités précédentes!

Guy Mollet est tombé sans gloire - sinon sans adresse! - au terme d'un règne dont on peut bien affirmer qu'il fut, malgré les apparences, sans grandeur et qui restera comme le modèle des équivoques politiques.

Dressons un bilan sommaire.

Des promesses électorales incluses dans le programme du *Front Républicain*, fragile vainqueur des élections de 1956 certaines ont été réalisées - il convient de le reconnaître - d'autres ont été «*oubliées*» ou délibérément violées.

A l'actif, côté promesses tenues, il faut inscrire l'amélioration du régime des retraites, les trois semaines de congés payés, la réduction des abattements de zones.

Au passif, côté promesses oubliées, il faut inscrire la non-abrogation des lois antilaïques, aggravée d'une politique de rapprochement avec l'Eglise, dont la visite de Coty au Vatican a été l'illustration, le blocage des salaires et une fiscalité antiouvrière dont la conséquence a été de faire payer aux ouvriers eux-mêmes les quelques améliorations accordées. Enfin, côté promesses violées, il faut inscrire la criminelle extension de la guerre en Algérie et une politique de «*prestige*» et de «*fermeté*» dont la flamboyante expédition égyptienne a été le couronnement.

Certes, il fut dans le passé des gouvernements dont l'action - ou l'inaction - fut au moins aussi néfaste que l'oeuvre du ministère Guy Mollet. Du moins, ces formations gouvernementales, animées et dirigées par des hommes de la bourgeoisie avaient-elles la raison, parfaitement valable, de faire la politique de la classe dont elles étaient les mandataires.

Cette raison, Guy Mollet, secrétaire d'un parti qui se considère toujours comme une section de l'Internationale ouvrière, ne peut l'invoquer.

Et c'est pourquoi nous nous refusons à lui accorder le bénéfice de cette «*honnêteté*» que lui décerne à profusion une presse unanime qui va des socialistes - figés dans une admiration béate du «*grand homme*» - jusqu'aux représentants de cette droite - dont le vote hostile, hésitant et longuement différé, a provoqué la chute d'un gouvernement qui servait si bien sa politique.

La droite conservatrice a soutenu Guy Mollet pour «*l'énergie*» et le «*patriotisme*» dont il a fait preuve en Algérie et à Suez. Elle a accepté les réformes sociales dans la mesure où Ramadier en a fait payer la note aux bénéficiaires eux-mêmes. Mais elle s'est insurgée lorsque de timides mesures fiscales menacèrent le capital.

L'astuce du personnage qui, depuis seize mois, se maintenait au pouvoir grâce à de quotidiennes

acrobaties politiques, a été l'expression, de «*tomber à gauche*» - en défenseur de cette classe ouvrière à qui il a fait payer très cher, en impôts d'argent et de sang, les quelques améliorations qu'il lui a accordées.

Peut-on, dans ces conditions, parler d'honnêteté?

Guy Mollet avait trouvé, à son arrivée au pouvoir, un bas de laine gonflé de quelque 160 milliards. Aujourd'hui, l'Etat en est à mendier une avance de 80 milliards à sa propre banque.

Or, M. Guy Mollet ne pouvait ignorer qu'il ne pourrait mener de front une guerre où s'engloutissent deux milliards quotidiens, poursuivre une coûteuse politique de prestige militaire, ménager le capital et, EN MEME TEMPS, améliorer la condition ouvrière.

Comment parler d'honnêteté?

Guy Mollet laisse une France exsangue, ruinée, inextricablement empêtrée dans le sanglant borborygme algérien. Tout le bénéfice de l'expansion économique - réelle - de ces seize derniers mois s'est volatilisé dans une politique d'agressivité guerrière que l'Histoire jugera sans indulgence, aussi bien dans ses intentions que dans ses résultats.

Guy Mollet laisse une France diplomatiquement isolée comme elle ne le fut jamais, et ce ferme partisan de l'unité européenne a créé les conditions qui rendent impossible - économiquement - la réalisation de cette unité avant plusieurs années.

Guy Mollet laisse un Parti Socialiste désavoué par l'unanimité des Partis composant l'*Internationale Socialiste*, et, pendant que ses services de presse chantent, en France, les louanges des «*Syndicats Libres*», les services policiers, de son ami Lacoste traquent, en Algérie, les représentants de ces mêmes Syndicats.

Comment parler d'honnêteté?

Qu'un homme ait pu poursuivre durant seize mois une politique reposant sur de telles équivoques et de telles contradictions ne peut laisser place qu'à deux hypothèses.

Ou bien Guy Mollet SAVAIT que sa politique aboutirait à cette faillite retentissante, dont serait victime, en premier lieu, la classe ouvrière, et, dans ce cas, il s'agit non d'honnêteté, mais bien de mal-honnêteté pure et simple.

Ou bien Guy Mollet IGNORAIT les conséquences de sa politique et, dans ce cas, sa persévérance dans l'absurde relève de l'imbécillité infantile.

Nous laisserons aux militants socialistes le soin de choisir - s'ils en ont encore le goût - laquelle de ces deux hypothèses convient le mieux.

Mais les gloires usurpées sont les plus difficiles à démolir et il est fort peu probable que les amis politiques de M. Guy Mollet, éblouis par son Verbe très personnel, renvoient le cher homme à ses études de Langues Etrangères, pour lesquelles il a certainement plus de dispositions que pour les affaires du même nom.

Auquel cas, il ne restera plus au *Parti Socialiste*, après cette brillante démonstration gouvernementale, qu'à achever de se discréditer en intégrant un ministère d'*Union Nationale* dont la tâche sera de sortir la France du guêpier algérien et de faire payer à la classe ouvrière la note du «*redressement*» financier.

Soyons certains que les socialistes ne manqueront pas cette nouvelle occasion de manifester leur «*patriotisme*»!

**Maurice FAYOLLE.**

-----